

Pays : Irlande

Commission : Education et culture

Problématique : Comment relancer la construction et citoyenneté européenne par le biais de l'éducation primaire, secondaire et universitaire?

L'Irlande est une république parlementaire depuis qu'elle est sortie du Commonwealth et qu'elle s'est proclamée République indépendante en 1948. Elle a à sa tête aujourd'hui comme président Michael D.Higgins, il a un rôle essentiellement cérémonial, et comme chef du gouvernement, le premier ministre Michéal Martin. L'Irlande a adhéré à l'Union Européenne en 1973, elle ne représente que 1% de la population de l'Union Européenne, mais elle fait partie en revanche des pays les plus favorables et soutenant le plus cette union.

La citoyenneté européenne existe depuis le traité de Maastricht de 1992, elle ne se définit pas uniquement par un ensemble de droits et de devoirs mais aussi par tout un ensemble de normes, valeurs ou symboles permettant de créer un lien entre les individus de cette union. Mais on peut observer que de nombreuses lois et règles ou même d'autres symboles et institutions ont du mal à s'imposer aux européens.

C'est pour cela qu'on est amené à se demander comment relancer la construction et citoyenneté européenne par le biais de l'éducation primaire, secondaire et universitaire?

L'Irlande est un pays dont son système éducatif est quasiment entièrement financé par l'Etat, ce qui permet donc un accès à tous quelque soit les niveaux sociaux. De même, celui-ci est l'un des meilleurs d'Europe puisque le pays se trouve 8ème du classement PISA de 2018 derrière la Finlande avec un score moyen de 504.

En effet la citoyenneté européenne s'essouffle et perd de sa valeur ainsi que de son importance auprès de nombreux européens depuis plusieurs années.

Tout d'abord Un exemple marquant serait celui du Brexit qui s'est finalement acté le 1er janvier. C'est un réel exemple pouvant avoir beaucoup d'impact car le Royaume-Unis, un des pays le plus puissant de l'Union Européenne s'est retiré de cet accord et pourrait avoir comme conséquence la sortie d'autre pays prenant exemple sur celui-ci.

Ensuite on constate que la participation lors d'élections ou de référendums ne cesse de diminuer en Irlande. Par exemple, nous pouvons observer que l'Irlande est le treizième pays à y participer le moins. C'est-à-dire qu'il avait un taux de participation de 49,30 % lors des élections européennes de 2019 contre 68,30% en 1989. Alors que lors des élections générales irlandaises le taux de participation était de 63%. On peut observer aussi d'une part un sentiment de méfiance envers l'Europe qui se traduit notamment dans le succès des partis anti-européens ou des partis souhaitant en limiter l'intervention. Par exemple en France ou il existe pas moins de 11 partis eurosceptiques comme celui du rassemblement nationale ou le parti de gauche. En Irlande il en existe aussi plusieurs mais ce n'est pas un sentiment majoritaire. Tous ces partis souhaitent limiter les capacités d'intervention et d'influence de l'Union Européenne en gardant une souveraineté nationale.

D'autre part, on constate aussi que le sentiment de nombreux citoyens concerne un méconnaissance envers ce que fait l'Union Européenne ou encore ses dirigeants et son gouvernement. Pour ces personnes, elles n'entendent parler de l'Europe que lors de défaillances ou lorsqu'elle est contraignante. Ce qui a pour conséquence que ces personnes ne connaissent que les problèmes que pourrait engendrer l'Europe et non pas ce que l'Europe a pu apporter à leur pays.

Or pour permettre la poursuite de l'intégration entre les pays au sein de l'UE et l'augmentation du transfert des pouvoirs nationaux (ex: budgétaire et militaire) à l'Union Européenne, il faut que tous ses membres s'y implique et s'y intéresse car cela passera par de nouvelles lois qui devront être accepté ou alors par des votes et des référendums.

Pour relancer la construction et la citoyenneté européenne, il serait intéressant de renforcer les projets existants et d'en créer de nouveaux au sein de l'éducation primaire, secondaire et universitaire.

Pour cela premièrement nous savons que de nombreux projets ont déjà été mis en place pour permettre aux européens de découvrir leurs pays voisins comme celui des colonies de vacances européennes entre jeunes venant de toutes l'Europe ou encore le projet Erasmus. Il faut donc les encourager, et augmenter leur nombre de participants. C'est pour cela que l'Irlande souhaiterait que le

nombre d'échanges Erasmus passent de plus de 340 mille étudiants à 500 mille d'ici quelques années, de plus elle aimerait développer des échanges de ce type pour les collégiens et les lycéens.

Car ce sont ce genre de projets qui permettent à tous ces citoyens européens de découvrir leurs pays voisins permettant ainsi de développer un sentiment d'unité entre tous.

Deuxièmement, l'Irlande souhaiterait mettre en place un programme obligatoire d'enseignement à l'école sur l'union européenne, et des journées de sensibilisation à l'union européenne dans chaque écoles pour que les élèves puissent dès leur plus jeune âge apprendre progressivement le fonctionnement de l'union européenne, en expliquant ce que fait l'union européenne, dans quelle domaine agit-elle, et où sont alloués les budgets.

L'Irlande souhaite donc participer de manière active à la relance de la construction et de la citoyenneté européenne au sein de l'Union Européenne par le biais de l'éducation afin de pouvoir permettre la continuité de l'importance de l'Union européenne.